



Sommaire financier



Les dépenses d'exploitation

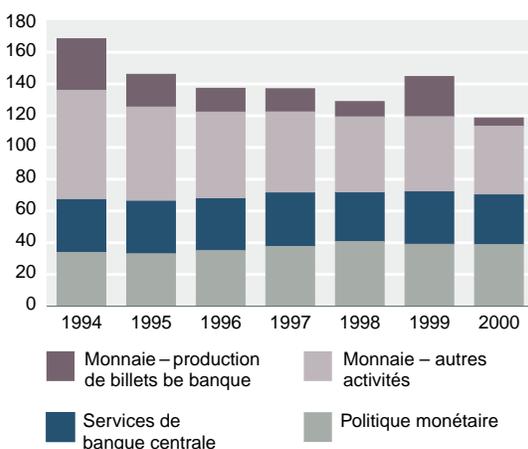
Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale

La Banque a procédé ces dernières années à une revue des activités qu'elle mène dans le cadre de ses trois grandes fonctions — Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale — afin de se concentrer davantage sur son rôle d'organisme chargé de la formulation de politiques publiques, sur les besoins de ses clients et sur l'efficacité et l'efficacités de ses opérations. Par suite de cette revue, les dépenses d'exploitation de la Banque ont diminué de 39 millions de dollars en termes nets entre 1994 et 1998 pour s'établir à 129 millions de dollars.

Dépenses d'exploitation

Politique monétaire, Monnaie et Services de banque centrale

Millions de \$



Après être remontées à 145 millions de dollars en 1999, les dépenses d'exploitation de la Banque ont accusé un recul de

26 millions de dollars en 2000 (soit 18 %) pour se situer à 119 millions de dollars.

Les préparatifs en vue du passage à l'an 2000 expliquent le gros des variations observées entre les dépenses d'exploitation de 1999 et celles de 2000. Afin de pouvoir satisfaire à l'accroissement de la demande de billets de banque qu'auraient pu provoquer les craintes suscitées par l'approche de l'an 2000, la Banque a avancé à 1999 une partie des commandes de billets prévues à l'origine pour les années 2000 et 2001. De même, elle a dû terminer en 1999 une série de tests et de modifications afin de préparer ses systèmes informatiques au changement de date. Par conséquent, les dépenses ont été plus fortes en 1999 et plus faibles en 2000 qu'elles ne l'auraient été autrement. Le réaménagement du calendrier de production des billets pour tenir compte du lancement de la nouvelle série en 2001 a été un autre facteur qui a eu pour effet de réduire les coûts en 2000.

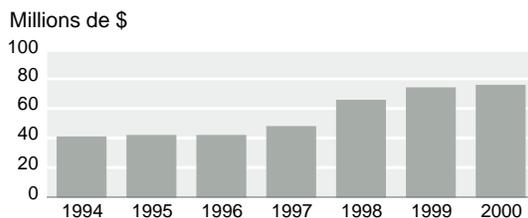
En 2001, les dépenses d'exploitation se rapportant aux trois grandes fonctions de la Banque devraient s'accroître, en raison surtout d'une augmentation de la production de billets, dont le niveau a été exceptionnellement bas en 2000, et du lancement ou de l'élargissement de divers programmes liés aux fonctions Politique monétaire et Services de banque centrale. Dans ces deux secteurs, des ressources supplémentaires seront affectées cette année à l'étude de questions internationales et de divers points touchant la stabilité financière.

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

La Banque fournit des services à Placements Épargne Canada, l'agence du ministère des Finances chargée du programme de placement des titres au détail, depuis que celle-ci a été créée en 1996. Au cours de cette période, les dépenses ont augmenté, pour passer de 42 millions de dollars en 1996 à 76 millions en 2000. Cette hausse s'explique par les changements apportés aux principaux systèmes informatiques et par l'embauche d'employés additionnels pour appuyer une plus vaste gamme de produits et de services à la clientèle. En 2000, le personnel affecté aux Services relatifs aux titres destinés aux particuliers s'est surtout attaché à poursuivre la réalisation de projets entrepris ces dernières années pour soutenir la prestation de nouveaux services et améliorer les procédés et systèmes opérationnels. Toutes les dépenses engagées à l'appui du programme de placement des titres au détail sont recouvrées du gouvernement fédéral depuis que la loi pertinente a été modifiée au milieu de 1997 afin de permettre à la Banque de facturer les services qu'elle fournit à cet égard.

Dépenses d'exploitation

Services relatifs aux titres destinés aux particuliers



Le projet d'impartition des opérations liées au traitement des obligations d'épargne du Canada et des autres titres au détail émis par le gouvernement fédéral ainsi que la restructuration des services généraux de la Banque qui en résultera entraîneront des dépenses non renouvelables importantes qui seront amplement compensées par les économies réalisées au cours des années à venir.

Les salaires

La Banque a pour stratégie de faire en sorte que son programme de rémunération globale demeure concurrentiel par rapport aux marchés de référence. Ce programme prévoit un traitement de base, des primes au rendement réoctroyables, des avantages sociaux flexibles et un programme de reconnaissance.

En 2000, l'ensemble des dépenses salariales a augmenté de plus de 5 % par rapport à 1999. La Banque a rajusté ses échelles salariales de 2,4 % en moyenne. De plus, elle a dû embaucher des employés supplémentaires pour appuyer les fonctions Services relatifs aux titres destinés aux particuliers et Politique monétaire. Le recours accru à des contractuels pour faciliter l'exécution des diverses activités de la Banque a aussi contribué à la hausse générale des dépenses salariales.

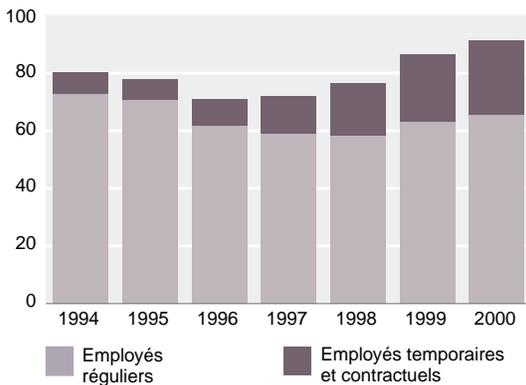
Pour 2001, la Banque a relevé ses échelles salariales de 2,8 % en moyenne et bonifié son programme de rémunération au rendement afin de maintenir sa position concurrentielle par rapport aux marchés de référence.



Dépenses salariales

Politique monétaire, Monnaie, Services de banque centrale et Services relatifs aux titres destinés aux particuliers

Millions de \$



dépenses d'exploitation est un meilleur indicateur de l'utilisation que la Banque fait des deniers publics.

Les revenus de placement

Les revenus que la Banque tire de ses placements ont totalisé 2,1 milliards de dollars en 2000, ce qui représente une augmentation de 10 % par rapport à l'année précédente. Ces gains proviennent surtout des intérêts produits par le portefeuille de titres d'État que la Banque détient principalement en contrepartie des billets de banque qu'elle émet. Les revenus nets versés par la Banque au gouvernement canadien se sont établis à 2,0 milliards de dollars en 2000.

Les revenus nets de la Banque ne constituent pas un bon indicateur de la qualité de sa gestion. La Banque intervient sur les marchés financiers pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés en matière de politique monétaire et non pour maximiser ses revenus, lesquels sont en grande partie fonction du niveau des taux d'intérêt. Pour ces raisons, le niveau des